

Conférence de presse conjointe de MM.
Jacques Chirac, président de la République,
et Peter Medgyessy, Premier ministre de
Hongrie, sur la coopération franco-
hongroise, la protection des minorités
nationales dans le projet de constitution
européenne et la nécessité d'adopter ce
projet en 2004, les relations entre l'UE et la
Russie, la solidarité financière européenne à
l'égard des nouveaux pays membres et les
"groupes pionniers" au sein de l'UE,
Budapest le 24 février 2004.

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le Président de la République, Madame la Ministre, Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, nous sommes au terme d'un entretien particulièrement riche. Nous avons pu constater ensemble que la Hongrie et la France sont des partenaires stratégiques et ce partenariat stratégique se base sur les valeurs. Nous représentons les mêmes valeurs, des valeurs européennes, des valeurs humaines. Et ce sont ces valeurs qui consolident notre partenariat et c'est pourquoi nous pouvons prévoir à long terme nos relations. Nous sommes d'accord pour que l'Europe soit solide, forte. Une Europe qui puisse véritablement faire la concurrence avec n'importe quelle région du monde.

L'intention hongroise est de ne pas étendre au niveau européen nos conflits intérieurs, nos problèmes intérieurs hongrois. Nous cherchons une représentation forte, unie, hongroise de notre pays à l'Union européenne. Nous entendons créer une union nationale capable de résoudre nos problèmes : les problèmes des retraités, les problèmes des étudiants, les problèmes de ceux qui sont en début de carrière et d'autres difficultés, sans parler des problèmes agricoles qui sont d'une grande actualité aujourd'hui, en Hongrie, comme partout en Europe.

Monsieur le Président de la République, permettez-moi de confirmer que je suis convaincu, moi-même, que dans une voiture, chaque pièce a son importance. Et dans la voiture européenne, le volant est naturellement très important, le volant représenté surtout par la Commission, mais le moteur est très important aussi. Depuis de longues années, la France et l'Allemagne constituaient le moteur de l'Union européenne. Je crois donc qu'il est naturel que vous éprouviez une responsabilité vous et l'Angleterre et d'autres pays pour le progrès de l'Europe, pour les succès de ce progrès.

Nous voudrions, Monsieur le Président de la République et moi-même, que la constitution européenne soit adoptée le plus vite possible. J'ai exprimé mon espoir et mon souhait, c'est peut-être un peu naïf, que cette constitution puisse être adoptée à l'occasion de la journée de l'Europe, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'initiative prise par SCHUMAN. Nous allons voir dans quelle mesure nous pourrions progresser. En tout cas, nous avons pleine confiance en la

présidence irlandaise. Monsieur le Président de la République et moi-même considérons que cette présidence est particulièrement brillante. Nous allons voir de quelle manière les choses peuvent avancer. Nous espérons que d'ici la fin de l'année, en tout cas, nous réussirons.

J'ai entendu avec beaucoup de plaisir l'intervention au Parlement de Monsieur le Président qui nous a dit qu'il ne voudrait pas qu'il y ait une Europe à plusieurs vitesses. Moi, personnellement, je peux tout à fait accepter qu'il y ait des groupes qui veulent aller plus loin et plus vite. L'euro a été créé comme cela. L'accord de Schengen également. Et il est naturel que des coopérations plus étroites de ce genre existent également. Je voudrais confirmer devant vous, Monsieur le Président de la République, et devant la presse que la Hongrie voudrait appartenir à ceux qui vont le plus vite et dans le plus grand nombre de domaines. Naturellement, cela dépend aussi de nos possibilités. Nous ne sommes pas capables d'aller avec les premiers dans tous les domaines, mais nous voudrions aller le plus vite possible dans un maximum de domaines.

Nous avons également examiné nos relations bilatérales. Nous avons passé en revue des initiatives majeures qui sont susceptibles de donner un nouvel élan aux relations entre les deux pays et donner un élan, permettez-moi de le dire d'une manière un peu égoïste, au développement de la Hongrie.

Nous sommes convenus de la création à Szeged d'un centre de recherche et de développement, un centre logistique avec une coopération entre la France et la Hongrie. Nous voudrions attirer le plus de capitaux possibles autour de ce projet et cumuler le plus de savoir, de connaissance de nos experts en profitant aussi de la situation géographique de Szeged. Szeged, selon nous, est capable d'abriter, d'accueillir un centre particulièrement efficace.

Une autre initiative, celle de la création d'une université francophone est également très importante. N'oubliez pas qu'à Bruxelles, il y a deux langues que chacun doit parler -l'anglais et le français- pour travailler dans une institution. La civilisation française est profondément enracinée en Hongrie et il est très important que cette université soit créée.

Il est également très important, nous en avons parlé avec Monsieur le Président de la République, que le TGV, le train à grande vitesse dont une extension est prévue de Paris à Vienne, soit prolongée jusqu'à Budapest. Et, ensemble, nous solliciterons des contributions européennes pour que cette ligne puisse venir jusqu'à Budapest.

Nous serions heureux d'accueillir le plus d'investisseurs français possibles en Hongrie. Permettez-moi de noter à ce sujet, qu'en ce qui concerne les investissements, les Français occupent la troisième place en Hongrie. Il y a de très grands, très importants investissements français en Hongrie et les sociétés à participation française donnent du travail en Hongrie à 60 000 personnes.

Nous avons aussi parlé d'autres questions également. La France appuie notre volonté de voir Malev participer au groupe Skyteam, donc d'obtenir des positions plus solides. Nous avons parlé des possibilités de coopération dans d'autres domaines de l'économie également.

J'estime qu'en ce qui concerne les relations internationales relatives, par exemple, aux Balkans occidentaux, notre responsabilité est commune. En ce qui concerne les relations européennes, dans un sens plus large, nos relations avec la Russie, l'Ukraine par exemple, dans tous ces domaines, nous avons une position commune et ces relations sont bénéfiques aussi au niveau européen global.

Merci, encore une fois, Monsieur le Président de la République d'avoir accepté notre invitation. Permettez-moi de vous dire que Monsieur le Président de la République, Monsieur Jacques CHIRAC, vient pour la deuxième fois en Hongrie. Et il a choisi ce pays pour sa deuxième visite au cours de laquelle nous avons eu l'occasion de parler d'une série de questions importantes.

LE PRESIDENT - Monsieur le Premier ministre, mon cher ami, je voudrais tout d'abord saluer et remercier les journalistes hongrois, français et d'autres nationalités qui veulent bien couvrir pour l'information ces entretiens. Je voudrais également remercier très chaleureusement les autorités hongroises, le Président de la République, le Premier ministre pour un accueil amical auquel j'ai été sensible.

D'autant que cette visite se situe à un moment important pour l'Europe. Celui où la Hongrie, le 1er mai, et la France vont ensemble participer à l'élaboration de notre destin commun. Nous

ier mai, et la France vont ensemble participer à l'élaboration de notre destin commun. Nous sommes particulièrement attachés, en France, à cette coopération entre la Hongrie et la France, coopération fondée sur une approche commune et des valeurs communes, mais aussi des intérêts communs.

La Hongrie a préparé son adhésion de façon tout à fait exemplaire. Et on ne peut que la féliciter car ce n'était pas facile. Nous sommes très impressionnés par ce qu'elle a réussi pour être en mesure, au premier rang, de ceux qui vont aujourd'hui rejoindre l'Union européenne.

Nous avons évoqué un certain nombre de points. Je ne les développerai pas. Le Premier ministre les a développés. Sur la Constitution, nous sommes évidemment favorables à un accord le plus vite possible, le 9 mai si possible, sous présidence irlandaise si possible, malgré les difficultés. Mais, en tous les cas, avant la fin de l'année 2004 car il serait très, très préjudiciable pour l'Union européenne et pour la mise en oeuvre de la réforme nécessaire des institutions que l'on franchisse le cap de 2004 et que l'on tombe dans la négociation financière. Par conséquent, nous partageons sur ce point la même position.

Les différents problèmes qui sont en cause : la taille de la Commission, les règles de vote au Conseil, le champ d'application de la majorité qualifiée doivent pouvoir, selon nous, trouver des solutions raisonnables et conformes à l'esprit qui doit être celui de l'Europe de demain.

Nous nous sommes beaucoup réjouis qu'un problème qui était très important pour la Hongrie, soit aujourd'hui réglé. C'est l'insertion dans le Traité d'une référence au respect des droits des personnes appartenant à des minorités. L'accord qui est intervenu et qui a donné, je le comprends, satisfaction à la Hongrie, est pour nous un bon accord. Et je m'en réjouis.

Nous avons également évoqué le budget européen 2007-2013. En partant du principe que l'on ne peut pas augmenter indéfiniment les contributions des pays parce que le taux de croissance de l'Europe ne le permet pas -en tous les cas, aujourd'hui-, et qu'il faut gérer avec prudence nos moyens, mais en rappelant un principe essentiel de l'Union européenne qui est celui de la solidarité.

A l'occasion du premier élargissement important, l'Union européenne a appliqué ce principe de solidarité en transférant, comme elle devait le faire, des moyens très importants aux nouveaux pays arrivants. Dans le même esprit et pour les mêmes raisons, les dix nouveaux pays ont droit à la solidarité de l'Union européenne. C'est l'intérêt de tout le monde, de façon à faciliter leur développement et à combler un certain nombre de retards qui sont dus à l'histoire. Et donc, nous sommes très attentifs à ce qu'il y ait une solidarité prioritaire, naturellement, en faveur des nouveaux adhérents, ce qui supposera à la fois un effort important de la part de l'Union mais, également, une redéfinition des critères d'affectation de cette solidarité.

Nous avons évoqué les problèmes de l'Europe de la défense. Pour bien marquer qu'elle était nécessaire, que la Hongrie y avait naturellement toute sa place, et qu'il allait de soi qu'il n'y avait aucune contradiction entre l'organisation de la défense européenne et nos engagements vis-à-vis de l'OTAN et, en particulier, la solidité du lien transatlantique. Il n'y a aucune divergence de vues sur ce point.

Nous avons parlé des Balkans occidentaux et de l'Ukraine pour observer notre parfaite identité de vues sur la situation et ce qu'il fallait faire. Nous avons souligné l'importance d'un renforcement des liens politiques entre nos deux pays. Et c'est dans cet esprit qu'il y a un certain nombre d'échanges de ministres importants -tous les ministres sont importants-, mais enfin, particulièrement importants entre nos deux pays. C'est ainsi que les ministres français de l'Intérieur, des Finances, de la Défense, des Collectivités locales et de la Réforme administrative viendront dans les prochaines semaines et dans les tous prochains mois en Hongrie et que nous recevrons les ministres hongrois de la même façon.

Au plan économique, nous avons observé l'importance de nos liens mais la nécessité de les renforcer encore.

Nous avons évoqué un certain nombre de projets auxquels la France pourrait s'associer. Nous avons naturellement conscience de l'importance de la recherche scientifique et de l'innovation en Hongrie qui est un pays particulièrement performant dans ce domaine. Je rappelais tout à l'heure qu'il y avait eu treize, je crois, prix Nobel en Hongrie et que la Hongrie est un pays tout à fait en

pointe sur le plan de la recherche scientifique. Nous nous sommes mis d'accord pour créer à Szeged un centre de recherche franco-hongrois, comme le Premier ministre vient de le dire. La ministre française de la Recherche, Madame HAIGNERE, viendra très prochainement pour mettre au point les modalités de la création de ce centre qui associera les laboratoires, les universités et les entreprises avec pour objectif de devenir un des premiers pôles européens d'excellence scientifique.

J'ai, par ailleurs, indiqué au Premier ministre que la France soutiendrait la candidature de la Hongrie pour accueillir la future agence européenne pour la sécurité des frontières extérieures de l'Union.

Nous avons arrêté les modalités de préparation de l'université francophone qui est une université en réseau qui devrait être installée à Budapest avec un recteur et qui devrait pouvoir entrer en fonctionnement pour la rentrée 2005.

Enfin, je me suis réjoui de la décision de la Hongrie d'être candidate, et la France la soutiendra naturellement, comme observateur à l'Organisation internationale de la francophonie qui comprend déjà cinquante et un pays. Nous serions très heureux que la Hongrie s'associe comme membre observateur à la Francophonie. Je vous remercie.

LE PREMIER MINISTRE - Permettez-moi d'ajouter une dernière phrase que j'ai oubliée de mentionner dans mon information. Permettez-moi de dire ici, devant le public, devant la presse, de remercier la France du soutien qu'elle nous a donné pour que la question des minorités soit reprise dans la Constitution européenne. Merci beaucoup.

QUESTION - Si j'ai bien compris les mots d'introduction de Monsieur le Premier ministre, la Hongrie ne serait pas contre la création d'un groupe pionnier à l'intérieur de l'Union européenne par les pays européens qui souhaitent marcher plus vite ? Cependant le ministre hongrois des Affaires étrangères a dit plusieurs fois, ces derniers jours, que la Hongrie était contre de tels regroupements qui sont susceptibles de détruire l'Union européenne ?

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le rédacteur, il n'y a pas de contradiction entre les deux positions. Si vous avez bien écouté ce que je disais, vous avez pu comprendre que j'ai souligné que c'était l'Europe des vingt-cinq qui était l'intérêt de nous tous. Monsieur le Président de la République a souligné la même chose et c'est la position politique officielle de la Hongrie. Mais j'ai cependant rappelé que l'existence de l'euro et de Schengen n'a pas désintégré l'Europe. Pourquoi ne pourrions-nous pas imaginer une évolution plus rapide dans certains domaines, par le biais de coopérations ouvertes d'un certain nombre de pays ? Donc au sujet de certaines questions, une évolution plus rapide pourrait bien être imaginée et les pays qui sont d'ores et déjà capables d'entrer dans ces groupes doivent pouvoir le faire. Ceux qui, au sujet de différentes questions à l'ordre du jour, peuvent adhérer maintenant doivent pouvoir adhérer maintenant et ceux qui peuvent adhérer plus tard, adhéreront plus tard, il n'y a aucune contradiction.

LE PRESIDENT - C'est une question très importante qui a été posée et je voudrais également, avec l'accord du Premier ministre, donner mon sentiment parce qu'il y a des malentendus. Je voudrais dire d'abord qu'il n'y a aucune contradiction entre ce qu'a dit le Premier ministre et ce qu'a dit le ministre des Affaires étrangères de Hongrie. Je crois avoir été l'un des premiers à évoquer ces problèmes de groupes pionniers, dans un discours que je faisais devant le Bundestag, il y a quelques années.

Il faut bien comprendre les choses. D'abord un mot sur le passé : un certain nombre de pays ont décidé de faire une monnaie commune, ils l'ont faite, d'autres ne l'ont pas rejointe, c'est très bien. Petit à petit, ceux qui n'ont pas rejoint vont rejoindre, tant mieux. C'est un élément de dynamisme. Pour la sécurité de l'Europe, nous avons décidé de faire un espace Schengen. Certains ont accepté, certains n'ont pas accepté, pour des raisons diverses. Ce ne sont pas les mêmes que ceux qui sont dans l'euro. Nous avons là deux groupes pionniers et petit à petit, on voit bien que tout le monde va rejoindre l'euro et que tout le monde va rejoindre Schengen. Il y a d'autres exemples.

Donc il faut bien comprendre qu'un groupe pionnier ce n'est pas la constitution d'un groupe qui va être différent de l'Europe et qui va en quelque sorte être individualisé. C'est là qu'il y a un

malentendu, c'est là que les choses n'ont pas été comprises. S'il devait y avoir un groupe, je dirais, de privilégiés en Europe, la France n'y serait pas. Nous n'avons aucune intention de couper l'Europe en deux ou de faire deux Europe. Ce serait absurde. En revanche, nous pensons que dans un sujet déterminé, quand il y a quelques pays qui veulent aller plus loin et plus vite, il faut les laisser faire sous deux conditions : la première c'est que l'acquis communautaire soit totalement respecté, et ceci sous le contrôle et avec l'accord de la Commission, gardienne des institutions et deuxièmement, sous réserve que naturellement l'accès à ce groupe soit absolument ouvert à tous les autres pays.

Sous ces deux conditions, il faut laisser ceux qui veulent aller plus vite et plus loin le faire. Mais naturellement, ce ne sera pas les mêmes dans tel sujet ou dans tel autre sujet, comme ce ne sont pas les mêmes pour Schengen et les mêmes pour l'euro.

S'il y a des gens qui veulent aller plus vite dans le domaine de la justice, eh bien qu'ils y aillent et qu'ils soient en quelque sorte des moteurs. Il y a des gens qui veulent aller plus vite dans le domaine de la défense, eh bien qu'ils y aillent et qu'ils soient des moteurs. Petit à petit, les autres les rejoindront et c'est comme cela que l'Europe gardera une capacité de dynamisme. Vous comprenez qu'il ne s'agit pas de faire deux Europe. Il s'agit de donner du dynamisme à l'Europe tout entière. Voilà, je voulais le préciser parce qu'on a dit beaucoup de choses tout à fait infondées sur ce sujet.

QUESTION - J'ai une question au Président CHIRAC. Hier soir, vous avez déjà eu cette question concernant la proposition de Monsieur le Premier ministre, Peter MEDGYESSY, que les partis parlementaires hongrois fassent une liste commune pour les élections européennes. Monsieur le Président, hier soir vous nous avez donné une réponse très très diplomatique. Ce matin vous avez eu l'occasion d'avoir un entretien avec Monsieur le Premier ministre hongrois. Est-ce que vous pouvez nous donner une réponse un peu plus détaillée ?

LE PRESIDENT - Non, pour une raison simple, c'est que je comprends très bien l'objectif recherché par le Premier ministre mais il s'agit là d'un problème hongrois purement intérieur. Et je ne suis pas fondé à donner un avis sur un problème politique intérieur hongrois sinon cela serait une ingérence qui ne serait pas amicale. Donc je ne peux pas faire de commentaires, même si je comprends parfaitement ce que souhaite le Premier ministre.

QUESTION - Je pose ma question à Monsieur le Président de la République et à Monsieur MEDGYESSY : hier les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont déclaré qu'ils tenaient à ce que l'accord de partenariat entre la Russie et l'Union européenne soit accepté, et aussi adopté par les dix nouveaux pays. Je crois que la Russie se préoccupe un petit peu de voir perdre de cette manière certains avantages commerciaux par exemple par rapport à certains pays comme la Hongrie. Je demande à Monsieur le Président de la République s'il pense que cette question peut être réglée avant le 1er mai prochain et je demande à Monsieur le Premier ministre ce que la Hongrie pense officiellement de cette question ?

LE PRESIDENT - Nous avons, je crois, mais le Premier ministre le confirmera, la même approche de ces problèmes. La Russie fait un énorme effort pour renforcer l'Etat qui avait été considérablement affaibli par l'histoire récente, contemporaine, et pour redonner à ce grand pays toute sa place dans le monde et c'est normal. Dans ce contexte, il est très important pour l'Union européenne élargie d'avoir une relation forte avec la Russie. Il faut en quelque sorte donner à la Russie la conviction qu'elle a intérêt à avoir une vraie fraternité avec l'Union européenne. Cela suppose aussi que l'on ait peut-être un peu plus de respect à l'égard de la Russie.

Nous avons pu voir ces derniers temps peut-être des comportements qui n'étaient pas exactement ce qu'ils auraient dû être, de la part de l'Union européenne, vis-à-vis de la Russie. On l'a vu dans l'affaire de Kaliningrad où finalement l'effort de l'Allemagne et de la France ont permis de trouver une solution mais cela n'a pas été tout à fait bien. On l'a vu pour traiter les conséquences pour la Russie de l'élargissement : elles existent, il faut au moins pouvoir en parler amicalement. On l'a vu pour l'accession à l'Organisation internationale du commerce, l'OMC, où l'Europe n'a peut-être pas toujours très bien compris les exigences particulières du développement, de la restauration de l'économie russe, en particulier pour les problèmes

Il y a un Q. C. L. qui est en fait le Q. C. L. de la Commission européenne.

d'énergie. On l'a vu aussi pour le problème des minorités, on est ici dans un pays très respectueux des droits des minorités à l'étranger, il y a aussi des minorités russophones. On ne peut pas reprocher aux Russes de s'intéresser aux minorités russophones, dans l'esprit de respect que l'on doit à toutes les minorités, où qu'elles soient. J'ai été très étonné que la présidence de l'Union européenne, il y a deux ou trois mois, n'ait pas cru devoir répondre à la lettre que le ministre russe des Affaires étrangères, M. IVANOV, avait adressée à la présidence européenne pour parler de ces problèmes.

Il faut donc faire attention et cela veut dire que nous devons avoir pour priorité de renforcer le lien politique, économique, culturel entre la Russie et l'Union européenne. Et deuxièmement, qu'il faut concrétiser les quatre espaces que nous avons décidés à Saint-Pétersbourg, en leur donnant rapidement du contenu. Et de ce point de vue, je souhaite que les dix assument les engagements pris à Saint-Pétersbourg par les quinze, il y a de cela quelques mois et que l'on donne véritablement du contenu à ces quatre espaces de Saint-Pétersbourg.

Il faut probablement aussi que la Commission et les futures présidences prennent davantage compte de la dimension politique de ce partenariat qui est un partenariat qui doit être comme tous les bons partenariats, fondés sur l'écoute, le respect et la recherche de convergence.

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le Président de la République, vous avez entièrement raison, nous sommes en effet d'accord au sujet de cette question. Permettez-moi de faire simplement des remarques complémentaires. Quand on entre dans un club & il faut accepter les règles du club, nous avons adhéré à l'Union européenne, il faut que nous acceptions les règles de l'Union européenne. Nous avons effectué des comptes, des calculs étant donné que nous sommes très intéressés au développement de nos relations avec la Russie. Nos calculs montrent que cela ne sera pas un obstacle dans nos échanges commerciaux et la Russie sera elle-même contente que nous pratiquions les conditions européennes à leur égard.

Nos échanges avec la Russie ont augmenté de 40 % l'année dernière et nous espérons, nous voudrions que cette évolution continue. Il y a un point peut-être autour duquel nous devrions continuer à réfléchir ensemble mais c'est un problème de l'avenir. Certains contingents ont été établis pour quinze pays et quand il s'agit de vingt-cinq pays, on ne peut naturellement pas garder les mêmes contingents qui étaient ceux destinés à quinze pays. Donc je crois qu'il est nécessaire d'examiner cette question de façon opérationnelle. Pour la politique à suivre, je suis du même avis que le Président de la République.

QUESTION - Je voudrais qu'on quitte un instant l'Europe pour évoquer la situation qui ne cesse de s'aggraver à Haïti. Est-ce qu'à vos yeux, la solution de cette crise passe par le départ du Président ARISTIDE ?

LE PRESIDENT - La France n'exclut pas de contribuer à une force civile de paix qui serait constituée, pour l'essentiel, de ressortissants des pays de la région et dont la mise en place relève, à nos yeux, d'une décision du Conseil de sécurité de l'ONU. Certaines idées ont été avancées à cet égard, notamment par la CARICOM sur lesquelles nous réfléchissons.

La CARICOM a proposé un plan de sortie de crise qui a été accepté par le Président ARISTIDE qui est, semble-t-il, de plus en plus critiqué. L'opposition doit donner sa réponse je crois aujourd'hui. Nous espérons que ce plan pourra être mis en œuvre pour permettre de faciliter un dialogue politique, débouchant sur une solution pacifique et durable de la crise. Nous pensons que seul un processus de négociation peut permettre de sortir de cette crise dramatique dans un pays les plus pauvres du monde, pour ne pas dire le plus pauvre du monde et qui, il faut bien le reconnaître, a été depuis bien longtemps géré de façon désastreuse.

QUESTION - Vous avez dit tout à l'heure que vous vouliez participer au plus grand nombre de groupes pionniers le plus rapidement possible. Vous avez évoqué la zone euro. Quand voyez-vous votre pays adhérer à la zone euro, compte tenu des difficultés financières que traverse, comme chacun sait, en ce moment votre pays ?

LE PREMIER MINISTRE - Comme vous le savez, mon gouvernement a un nouveau ministre des Finances & il est important que nous examinions toutes les conditions qui nous permettent de rejoindre la zone euro. Je ne peux que confirmer ici que la Hongrie souhaite adhérer, rejoindre cette zone euro le plus vite possible mais il faut que toutes les conditions soient réunies. Les

toute zone euro le plus vite possible mais il faut que toutes les conditions soient réunies. Les conditions - taux d'intérêts bas, déficit très réduit, équilibre de l'économie-, sont autant de critères qui aident le développement économique mais cela demande de gros efforts. Je crois que d'ici fin avril, nous serons capables de réunir toutes les connaissances, tous les éléments parce que nous avons des négociations avec les syndicats, les entreprises, les experts scientifiques. Monsieur le Président de la République nous a promis de nous accorder les conseils de la France quant à la manière de rejoindre le plus rapidement possible la zone euro. C'est fin avril, début mai, que nous serons en mesure de désigner une date réaliste d'adhésion de la Hongrie à la zone euro, c'est notre intérêt à tous en Hongrie naturellement.

LE PRESIDENT - Je voudrais juste dire une chose. Vous avez évoqué, dans votre question, les difficultés d'ordre budgétaire et financier de la Hongrie. Malheureusement, ce n'est pas un cas unique. Tous les pays, ou la plupart des pays européens, à commencer par l'Allemagne et la France, connaissent des difficultés d'ordre budgétaire et d'ordre financier. Cela est lié en réalité à la faible croissance, à la très faible croissance et même à l'absence de croissance qui a caractérisé les deux dernières années, notamment l'année dernière. Alors nous espérons un redressement en Europe, c'est vrai pour la Hongrie comme pour le reste de l'Europe. Mais enfin, pour le moment, nous sommes confrontés à des problèmes budgétaires et financiers dans la plupart des pays.

Ceci étant, nous avons -et c'est très caractéristique de l'état d'esprit notamment des investisseurs, c'est un bon critère- tout à fait confiance dans le développement économique de la Hongrie et dans sa capacité à surmonter ses difficultés. Comme nous avons confiance dans notre propre capacité à le faire ou dans la capacité de nos amis allemands ou d'autres. Donc nous avons confiance. Et s'agissant de l'euro, notre souhait est que la Hongrie puisse être le plus vite possible en mesure d'accepter les critères de Maastricht et puisse être membre à part entière de la zone euro. Notre souhait c'est que ce soit le plus rapidement possible.

LE PREMIER MINISTRE - Permettez-moi d'ajouter encore quelques phrases. D'abord en 2003, la croissance se situait autour de 3 % en Hongrie, 2,9 - 3 %. Cette année 2004, nous pensons que notre croissance attendra 3,5 % ou un peu plus. Je ne veux pas dire ici que c'est beaucoup plus que la moyenne européenne, je sais très bien que nous sommes en train de rattraper le niveau européen. Mais permettez-moi de vous dire qu'au cours du dernier trimestre, nos exportations ont augmenté de 17 %, notre production industrielle de 11 %, l'emploi a augmenté et le chômage a pu être diminué. On ne peut pas dire qu'il s'agit là d'un pays qui se ratatine. On peut dire que ce sont des performances sérieuses.

Il ne fait pas de doute, nous avons beaucoup de choses à faire pour un meilleur équilibre financier. Le gouvernement hongrois est déterminé à renforcer non seulement la production mais aussi les processus financiers dans le pays, nous avons déjà pris des décisions en ce sens.